

21 juin 2011, 3 mois après... Comme elles pourraient le dire sur FIP, le « traitement de l'accident est en cours ».

Et les Shadocks continuent de pomper...

D'incrédulité en vérifications difficiles, de désarroi en dissimulations de la part de Tepco et du gouvernement, il apparaît maintenant clairement que l'éventualité d'une fusion des cœurs des 3 réacteurs est une réalité depuis les premiers jours de l'accident. Les tergiversations de Tepco, qui ne voulait pas « sacrifier » ses réacteurs en évitant de les noyer sous des tonnes d'eau de mer, ont contribué à cette situation.

Trois mois après, des circuits de refroidissement en boucle n'ont toujours pas pu être installés, et l'accès aux bâtiments reste très difficile... Il faut dire que l'aspersion continue des réacteurs par des milliers de tonnes d'eau contribue à les transformer en pataugeoires radioactives. Pour l'heure, on évalue à quelque 100 000 tonnes le volume d'eau à pomper avant une intervention humaine plus massive.

Mais Areva est arrivé, avec sa barge et son unité de traitement censée traiter 1 200 tonnes par jour en séparant l'ivraie radioactive de l'eau devenue faiblement radioactive (sa radioactivité sera divisée par un facteur 1 000 à 10 000 annonce Areva)... eau qui alimentera en partie les futurs circuits de refroidissement. Le début de l'intervention, programmé par Areva à la mi-juin, a été reporté de quelques jours (?), l'eau à traiter posant des problèmes liés à sa radioactivité mal évaluée !

L'eau d'aspersion des réacteurs est, pour le moins, mal retenue par les dispositifs installés en catastrophe par Tepco. En avril la pollution radioactive de sédiments marins était relevée à quelques kilomètres de la centrale. En juin, des mesures dans des sédiments à 300 km des côtes montrent des niveaux en césium 137 et 134 qui sont des centaines de fois supérieurs à ce qui est attendu (le césium 134 était absent dans les sédiments de ce secteur marin analysés en 2009.)

Pendant ce temps, l'Agence de sûreté nippone a doublé son estimation de la pollution radioactive émise dans l'atmosphère dans les jours qui ont suivi l'accident. Et en juin, les autorités, en harmonie avec les préconisations de notre IRSN, s'approprient à évacuer quelques dizaines de milliers d'habitants supplémentaires, ayant élargi le périmètre de sécurité sanitaire autour de la centrale (60 km au lieu de 20 km). Au total ce sont 150 000 habitants qui sont évacués définitivement de cette région. Ils pourront méditer cette phrase dans la traduction japonaise du dernier livre de JM Jancovici *Changer le monde, tout un programme* : « les conséquences pour la population de la destruction de quelques réacteurs seront marginales dans l'ensemble. »

Côté IRSN justement, on revalorise également, certes légèrement, les retombées d'éléments radioactifs épiçant les salades, épinards et même le lait de chèvres dans quelques régions de notre douce France, pourtant bien éloignée de tous ces tracas nucléaires. Les « allégations » de la Criirad, dénoncées en mai par l'IRSN, avaient peut-être finalement quelques fondements ?

Les exportations japonaises de radioactivité ne se limitent pas aux retombées atmosphériques, mais se manifestent aussi, comme on pouvait le craindre, à travers les exportations : ainsi des quelques centaines de kg de thé parfumés à l'iode radioactif, bloqués opportunément en France en sortie de soute.

Des Shadocks « invisibles »

De rares reportages nous apprennent que la majeure partie des travailleurs intervenant au plus près des installations endommagées est constituée d'employés de sous-traitants de sous-traitants de Tepco (il en est de même depuis des décennies dans les centrales de toutes les compagnies). Qui plus est, ce sont des salariés très précarisés recrutés dans les couches sociales traditionnellement méprisées dans la société japonaise (pauvres, orphelins...). Des « intouchables » de fait. Travailleurs mal payés par des sous-traitants bafouant cyniquement les obligations sanitaires d'exposition radioactive. Tepco a reconnu fin mai que 2 de ses propres employés de la centrale présentaient un taux élevé d'iode 131 dans leur thyroïde.



Les patrons adaptent le salariat aux nouvelles conditions de fournitures d'électricité...

Dans les précédentes « Chroniques japonaises », on essayait de dresser un rapide tableau des chères disparues nucléaires du paysage énergétique japonais. Officiellement, en juin, seuls 17 des 54 réacteurs japonais sont en service ; les autres sont arrêtés ou ne sont pas autorisés à redémarrer.

Du fait des difficultés de fourniture d'électricité dans le nord de l'Archipel, le patronat, soutenu par le gouvernement adapte le travail.

Dans le genre léger, l'heure d'été est instaurée en avance, alors que les coupures tournantes sont à l'ordre du jour pour les prochains mois qui sont traditionnellement chauds : les employés pourront cette année retirer leur veste pour pallier un moindre fonctionnement de la climatisation !

Dans le genre lourd, afin de lisser autant que faire se peut les pointes de consommation, le week-end pourra être avancé de 2 jours, et les horaires de la journée de travail adaptés aux « nécessités » industrielles.

Production d'électricité au Japon ? Compagnies et gouvernement gardent le cap !

Des dizaines de milliers de japonais ont défilé dans les rues de Tokyo le 11 juin et 4 Japonais sur 5 veulent l'abandon du nucléaire selon un récent sondage... Ils ont tort, d'après le ministre de l'Industrie qui a déclaré le 19 juin : « *Si les centrales nucléaires ne peuvent pas fonctionner alors qu'il y a des mesures de sécurité (sic), cela pourrait causer la stagnation des industries et susciter l'inquiétude des Japonais* ». Le gouvernement, par la bouche de son envoyé à Paris n'est pas en reste : il « *compte sur la patience de la population japonaise et également de la communauté internationale* » pour régler les suites de l'accident.

Le gouvernement annonce maintenant réviser le plan de stratégie énergétique retenu en 2010... En 2030, la feuille de route prévoyait 50% de nucléaire dans le mix de production électrique (contre 24% en 2007), 20% d'EnR (9% en 2007) et de diminuer les contributions du gaz naturel (10% au lieu de 28%), du charbon (10% au lieu de 25%) et d'éliminer le fioul (13% en 2007). Le tout dans un contexte de diminution de consommation électrique de... 5% sur 20 ans !

Finalement, pour le moment, le gouvernement semble limiter la révision des objectifs à 20% d'EnR d'ici à 2020 et non plus d'ici à 2030. Pour le reste...

Dans ce contexte, les compagnies cherchent à garantir ou augmenter leurs approvisionnements en gaz naturel pour leurs centrales à gaz. Ainsi de Chubu qui vient de contractualiser avec British Gas une fourniture de gaz australien sur 21 ans à partir de 2014. Du gaz non conventionnel (gaz de mines) !

Le gouvernement japonais vient par ailleurs d'accorder un prêt de 1,5 Md\$ à la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA pour une fourniture de 3 millions de l/an de fioul lourd durant 5 ans afin de produire plus d'électricité avec les centrales à fioul ; le coût du transport sera pris en charge par Mitsubishi, Marubani et autre Mitsui...



Sauver le soldat Tepco ?

Le Parlement a adopté fin mai un plan de soutien à Tepco... qui ne détermine pas clairement qui paiera le renflouement de la compagnie. La note s'annonce de plus en plus salée, cumulant dédommagements, traitement / démantèlement de la centrale et manque à gagner dans la production. Pour faire court, le débat a porté sur deux possibilités : faire payer les actionnaires (une partie du système bancaire japonais est concerné...) ou injecter des fonds publics... à la charge des contribuables qui seront sans doute bientôt également sollicités, comme consommateurs, au travers des hausses de prix de l'électricité.

Il en résulte actuellement une voie sinieuse : créer une institution réunissant spécifiquement des fonds dédiés à Tepco, alimentée tant par des bons du Trésor spéciaux que par les autres compagnies exploitant des réacteurs nucléaires. Tepco rembourserait ces fonds à très long terme. Par ailleurs Tepco s'est engagé à vendre des actifs non électriques. Et les banques détenant les 4000 milliards de yens de dette Tepco (35 milliards d'euros) sont gentiment invitées à en effacer une partie ! A suivre ...